

**ESPAGNE** L'organisation basque armée a appuyé hier la démarche de son bras politique, Batasuna

# ETA se dit prête au dialogue politique

L'organisation basque armée ETA et son bras politique, Batasuna, ont prôné la résolution du conflit par la négociation avec le gouvernement espagnol, au moment où les nationalistes modérés proposent une libre association du Pays basque avec l'Espagne.

Madrid : Diane Cambon

Le feu parti radical basque Batasuna, vitrine politique d'ETA, vient à nouveau de créer la surprise. Au moment où les nationalistes modérés au pouvoir depuis deux décennies proposent une libre association du Pays basque avec l'Espagne, les séparatistes pro-ETA ont lancé un surprenant appel au dialogue au premier ministre espagnol, en visite samedi à Saint-Sébastien. La veille de la venue de José Luis Rodríguez Zapatero, la for-

mation politique radicale, interdite depuis mars 2003 pour complicité avec l'organisation terroriste basque, a adressé une lettre ouverte au gouvernement. Elle invite le leader socialiste à être « le Tony Blair espagnol » en référence aux négociations du gouvernement anglais menées avec le Sinn Féin, le bras politique de l'IRA.

La missive signée par Arnaldo Otegi, porte-parole et député de Sozialista Abertzaleak (SA, ultime avatar de Batasuna), prône une « démilitarisation multilatérale » du Pays basque avec ETA et une issue politique entre « nationalistes et non nationalistes ». Arnaldo Otegi assure ne pas envisager l'indépendance du Pays basque comme résolution du conflit, alors que le projet souverainiste du gouvernement régional basque a été adopté le 30 décembre au Parlement de Vitoria. C'est avec fermeté et sérénité que le chef du gouverne-

ment espagnol a répondu à l'initiative des radicaux basques. « Je suis prêt à tout écouter et à parler avec Batasuna à la seule condition que les terroristes renoncent à la violence », a-t-il déclaré. Ces nouvelles propositions de dialogue laissent percevoir un changement d'attitude parmi les rangs des nationalistes radicaux. D'autant plus que ces déclarations ont été validées par un communiqué de l'organisation terroriste ETA publié hier dans les journaux basques *Gara* et *Berria*. « Il est temps de nouer le dialogue, décider du futur appartient à tous les citoyens, sans aucun type de pressions ».

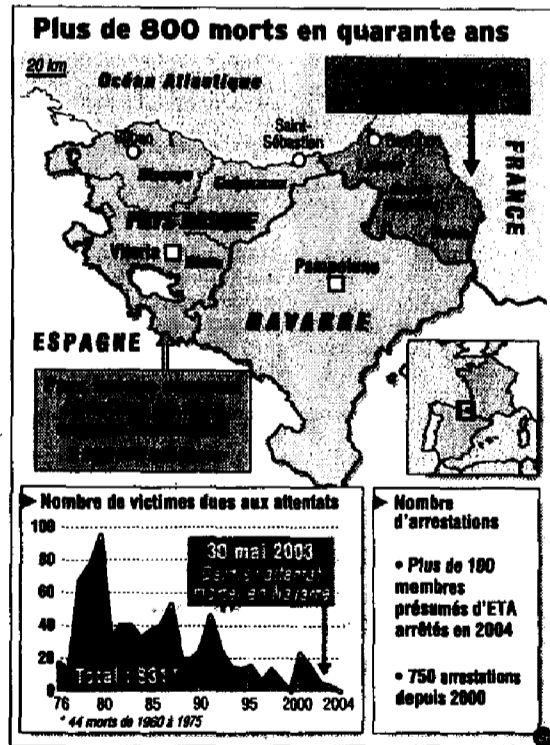
L'ensemble de la classe politique espagnole a réagi avec prudence. Pour les deux grands partis, PSOE (socialiste au pouvoir) et Parti populaire (PP, droite, dans l'opposition), ces déclarations ne sont que des bonnes paroles tant que Batasuna n'oblige pas les terroristes à déposer les armes, seule condition pour retrouver la légalité. Tout porte à croire que cette formation, interdite depuis deux ans, veut adoucir son discours pour revenir dans l'arène politique avant les élections législatives régionales au mois de mai.

Cette volte-face en demi-teinte des pro-ETA et de la branche armée survient dans un climat de tension entre le gouvernement nationaliste modéré basque et l'exécutif national. Le conflit entre Madrid et Vitoria porte sur le projet souverainiste du président basque, Juan José Ibarretxe. Ce dernier aspire à faire du Pays basque une « nation librement associée à l'Etat espagnol ». Ce plan, approuvé au Parlement basque grâce aux voix de trois députés radicaux, se heurte aux fondements de la Constitution espagnole de 1978, car il inclut le droit à l'autodétermination. Il sera débattu le 8 mars au Parlement national, où il a toutes les chances d'être refusé par les députés, en majorité du PP et du PSOE.

Alors que José Luis Zapatero a rencontré jeudi à Madrid Juan José Ibarretxe pour le dissuader de mener à bien son projet, il a



Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero (à gauche), a rencontré jeudi à Madrid Juan José Ibarretxe pour le dissuader de mener à bien son projet de faire du Pays basque une « nation librement associée à l'Etat espagnol ». (Photo Sergio Perez/Reuters)



réitéré son opposition samedi à Saint-Sébastien, sans fermer les portes au dialogue, en appelant à négocier un nouveau statut d'autonomie qui « comprendrait davantage d'autogouvernement » pour le Pays basque mais « respectueux du cadre constitutionnel ». Pour le parti nationaliste basque (PNV, au pouvoir), le plan Ibarretxe constitue la seule alternative pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis près de quarante ans.

A court terme, les nationalistes modérés espèrent récupérer les voix des radicaux basques du parti illégal Batasuna pour obtenir la majorité absolue aux prochaines législatives régionales.

Dans tous les cas, les nationalistes ont promis d'organiser une « consultation populaire auprès des Basques ». Un référendum illégal mais qui, aux yeux des nationalistes basques, sonnera comme un défi au pouvoir central.

## Le plan Ibarretxe

Présenté en septembre 2003, le projet du président du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe, a été adopté au Parlement régional de Vitoria le 30 décembre. Ce plan, qui porte le nom de son inventeur, vise à faire du pays Basque une « nation libre et associée à l'Etat espagnol ». Son application obligerait une réforme profonde de la Constitution espagnole de 1978, garante de l'unité nationale. Le plan sera soumis au Parlement national le 8 mars prochain et sera a priori rejeté par les voix de plus de 300 élus, contre seulement 29 pour. Voici en quelques points son contenu :

- Le projet se fonde sur le droit du peuple basque à décider librement et démocratiquement de son propre cadre d'organisation et de ses relations politiques dans une région basque librement associée à l'Etat espagnol. Cette région

concerne les trois territoires basques (Alava, Guipuzkoa, Bisaye).

- Il prévoit la reconnaissance d'une nationalité basque équivalente et compatible avec la nationalité espagnole.

- Il réclame la mise en place d'un pouvoir judiciaire basque autonome, l'obtention des compétences en matière de culture, éducation, politique sociale et sanitaire, économique, financière, fiscale, transports et emploi. La défense, la politique monétaire et les relations internationales restent du ressort exclusif de l'Etat espagnol.

- Il aspire à la participation de représentants basques dans toutes les délégations espagnoles aux conseils des ministres de l'Union européenne et à la direction des relations transfrontalières avec le pays Basque français.

D. C.

*Les attentats continuent et la base arrière française demeure*

# Une organisation décapitée mais toujours redoutable

Jean Chichizola

« En dépit des rumeurs de négociations, il est essentiel de ne pas baisser la garde. » Lâchée jeudi par un policier français, la réflexion reflète sans doute les préoccupations des spécialistes de la lutte contre le terrorisme basque. Si l'organisation est très affaiblie, elle demeure redoutable. De source policière, on évalue le nombre des militants actifs à un minimum de 150 ou 200. Une estimation plus que raisonnable quand on sait qu'aujourd'hui le

nombre de détenus basques en France et en Espagne dépasse les 700. Tous sont dotés d'armes de poing du même type que celles qui ont servi par le passé à tuer journalistes, policiers basques ou conseillers municipaux. Ces six derniers mois ont démontré que les *etarras* pouvaient encore frapper au cœur de l'Espagne. Le communiqué d'hier matin revendique 23 attentats de faible intensité perpétrés entre le 15 septembre et le 22 décembre 2004. ETA a notamment visé trois pylônes électriques, trois agences immobilières, deux entreprises et une caserne de la garde civile. Les

actions les plus spectaculaires ont eu lieu le 3 décembre, avec l'explosion simultanée de quatre bombes dans des stations-services madrilénes, et le 6 décembre, jour de la Constitution, avec des attentats sans victimes dans huit villes espagnoles. Pour un spécialiste du terrorisme basque, « ces cibles révèlent les priorités de l'organisation : harceler les forces de sécurité, faire rentrer l'argent de l'impôt révolutionnaire et créer une psychose ». Ces attentats montrent que les terroristes disposent toujours de relais en Espagne et que la base arrière française demeure. Une source parisienne soulignait fin novembre que les *etarras* étaient plus que jamais actifs sur notre sol. Des deux côtés des Pyrénées, les enquêtes se poursuivent.

Une nouvelle fois démantelé fin 2004, le commandement d'ETA s'est visiblement reconstitué tant bien que mal en faisant appel à des chefs parfois jusqu'au-boutistes. L'appareil militaire, celui qui regroupe et coordonne l'action des tueurs, serait dirigé par un jeune ultra tout droit sorti de la Kale Borroka (véritable guerre des rues théorisée par les stratèges d'ETA dans les années 90). Garikoitz Azpiazu a fait ses premières armes en détruisant les *Abribus* et en jetant des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre en Espagne mais aussi en France. La crête impressionnante qu'il arborait à l'époque lui a valu son surnom clandestin : Txeroki. Selon la rumeur, Txeroki rejeterait toute idée de trêve ou d'abandon des armes.

Si certains *etarras* évoquent aujourd'hui une négociation, le mérite en revient à l'action policière et judiciaire de ces der-

nières années, action culminant avec la mise au jour en France, en octobre dernier, d'énormes quantités d'armes et d'explosifs. Le tout couronné par l'interpellation de deux dirigeants historiques en fuite depuis plus de dix ans : Mikel Antza et sa compagne Anboto. Affaiblis par les arrestations (60 en France en 2004 contre 43 en 2003 selon les chiffres donnés par le ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin), étouffés par le renforcement de la coopération franco-espagnole, les terroristes cherchent un second souffle.

Les derniers attentats semblent indiquer, par leur faible intensité, qu'ETA manque de matériel. Elle n'a en outre plus tué depuis la bombe ayant coté la vie à deux policiers espagnols, le 30 mai 2003, dix mois après la mort d'une petite fille de 6 ans dans un autre attentat. Cet affaiblissement et une certaine crise politique au sein de l'organisation expliquent quelques timides avancées comme l'appel à la paix lancé en 2004 depuis leurs prisons par plusieurs anciens chefs terroristes. Ou encore les propositions faites récemment par Batasuna, bras armé disposant du soutien implicite d'ETA.

Patron présumé du groupe depuis l'arrestation d'Antza, Josu Ternera, toujours en fuite, est à la fois un fin politique et un ex-poseur de bombes. Ancien député au Parlement basque, il fut en effet un des *etarras* les plus radicaux dans les années 80. Ce chef charismatique sera-t-il le maître d'œuvre d'une solution à l'irlandaise ? Ou cherchera-t-il, comme nombre de ses prédécesseurs par le passé, à gagner du temps avant de reprendre les armes une fois renforcé ?